



Communiqué des TCA pour diffusion nationale

Le 16 juillet 2010

Le gouvernement doit prolonger les mesures temporaires en matière d'assurance-emploi pour les travailleurs sans emploi, déclare le syndicat des TCA

(Toronto) – Le gouvernement fédéral doit agir immédiatement pour prolonger les mesures budgétaires et les projets pilotes offrant aux travailleurs mis à pied un soutien d'une importance vitale en matière d'assurance emploi (AE). Voilà ce que le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) demande instamment au premier ministre Stephen Harper.

« Toutes les mesures clés et les projets de relance liés à l'assurance-emploi commenceront à prendre fin à compter du 11 septembre », ont déclaré le président des TCA, Ken Lewenza, et le président de Fish, Food and Allied Workers (FFAW), Earle McCurdy, dans la lettre qu'ils ont adressée le 13 juillet au premier ministre Harper.

« Ce sera un coup terrible pour la plupart des Canadiens. Beaucoup de ceux qui reçoivent actuellement des prestations ordinaires d'AE seraient déjà arrivés au terme de leurs prestations sans ces mesures », selon MM. Lewenza et McCurdy.

Dans ses dernières Perspectives de l'emploi, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) indiquait que le taux de chômage de longue durée, exprimé en pourcentage de la population active, a presque doublé pendant les deux dernières années; elle recommandait que la prolongation temporaire des prestations d'AE « devrait être maintenue tant que le nombre de chômeurs de longue durée ne commence à baisser de manière significative. »

Les discussions sur les stratégies d'abandon hâtif des mesures de relance par les gouvernements aux réunions du G20 et ailleurs sont très inquiétantes, ajoutent MM. Lewenza et McCurdy. « Nous croyons qu'il est dangereux pour le Canada de s'attacher prématurément à quelques signes insuffisants de reprise économique. »

« Il est évident que la reprise est fragile. Le danger de récession à double creux existe et le chômage et le sous-emploi nous toucheront encore pour un certain temps. Nos membres ne le savent que trop bien; certains d'entre eux en sont à leur deuxième mise à pied en autant d'années. »

Les 57 milliards de dollars empruntés par les gouvernements successifs à même les cotisations de l'AE devaient être là pour nous en prévision des mauvais jours. Ce temps est venu », ont-ils déclaré.

La bataille a lieu aussi aux États-Unis à propos de l'extension de la durée des prestations d'AE. Là-bas, le gouvernement fédéral l'a déjà prolongée jusqu'à 99 semaines, ajoutant 73 semaines de prestations supplémentaires aux 26 semaines octroyées dans la plupart des États. Les prolongations d'AE au Canada sont modestes en comparaison.

Les TCA et la FFAW ont demandé que 8 mesures temporaires concernant l'AE soient prolongées ou deviennent permanentes, parmi lesquelles :

- Une prolongation de 5 semaine des prestations pour tous les demandeurs et une prolongation pouvant atteindre 20 semaines pour les travailleurs de longue date
- Deux projets pilotes qui fondent le calcul des prestations sur les 14 meilleures semaines de rémunération et permettent une rémunération pouvant atteindre 40 % des prestations dans le cadre de l'AE
- Des prestations d'AE pour la formation pour les demandeurs participant à des programmes approuvés de recyclage.

La version intégrale de la lettre au premier ministre Harper peut être consultée à : <http://www.caw.ca/en/9128.htm>

- 30-

Renseignements : Laurell Ritchie, représentante nationale des TCA, 416-917-0047 (cell.); ou John McClyment, agent de communications des TCA, 416-495-3766.